



**CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU VAR**  
**236, Boulevard du Maréchal Leclerc**  
**CS 90008**  
**83107 – TOULON CEDEX**

**MARCHE DE MAINTENANCE ET MISE AUX NORMES D'ASCENSEURS ET D'UNE PORTE AUTOMATIQUE DE GARAGE SUR DIVERS SITES DE LA CCI DU VAR**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES  
(CCTP)**

Procédure adaptée passée en application des articles R.2123-1, R.2123-4, R.2123-5, R.2162-2 et R.2162-3  
du code de la commande publique

Le présent CCTP comprend 10 feuillets numérotés de 1 à 10

## **ARTICLE 1 - Objet de la consultation**

La présente consultation porte sur la maintenance d'ascenseurs et d'une porte automatique de garage sur divers sites de la CCI du Var.

Le présent marché est conclu à compter de la réception par le titulaire de la lettre portant notification du marché, pour une première période d'un an. Passée cette date, le présent marché pourra se renouveler par tacite reconduction pour trois périodes supplémentaires d'une année.

**Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.**

## **ARTICLE 2 - Descriptif des prestations attendues**

### **2.1 – Descriptif des installations**

**Siège CCI du VAR, 236 boulevard Maréchal Leclerc à Toulon**

Ascenseur électrique SORETEX 225 kg

**Palais du Commerce et de la Mer, 364 Avenue de l'infanterie de Marine à TOULON**

Ascenseur électrique OTIS - RQ055 - 630KG

**Agence de Draguignan, 247 Rue Jean Aicard à DRAGUIGNAN**

Ascenseur hydraulique RCS 630 kg

**Agence de Saint-Raphaël, 190, Place Pierre Couillet à SAINT-RAPHAËL**

Ascenseur électrique - RCS 380 kg

**Campus de la Grande Tourrache – Bâtiment enseignements, 450 avenue François Arago à La Garde**

Ascenseur électrique - TKE 630KG

**Agence de Draguignan, 247 Rue Jean Aicard à DRAGUIGNAN**

Porte automatique du garage basculante SIMINOR MICRO 2500

### **2.2 – Maintenance préventive et corrective des ascenseurs**

#### **Textes et Normes applicables pour l'entretien et la maintenance des ascenseurs :**

Les prestations de services faisant l'objet du présent marché doivent être conformes aux réglementations de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP (Etablissements Recevant du Public) définies par des règlements particuliers au type d'établissement concerné, les Immeubles de Grande Hauteur (IGH), le code du travail, les textes législatifs relatifs à ces prestations et les recommandations constructeurs et :

- Décret 2012-674 du 7 mai 2012 relatif à l'entretien et au contrôle technique des ascenseurs
- Décret 2008-1325 du 15 Décembre 2008 concernant la sécurité des intervenants sur ascenseurs
- Décret 2004-964 du 9 Septembre 2004 relatif à la sécurité des ascenseurs et modifiant le code de la construction et de l'habitation
- Arrêté du 18 Novembre 2004 relatif à aux travaux de sécurité à réaliser dans les installations d'ascenseurs et l'Arrêté du 7 août 2012 relatif aux contrôles techniques à réaliser dans les installations d'ascenseurs
- Arrêté du 18 Novembre 2004 relatif à l'entretien des installations d'ascenseurs
- Décret n°2008-1325 du 15
- Décret n°2012-674 du 07 Mai 2012 relatif à l'entretien et au contrôle technique des ascenseurs

Le matériel installé sera conforme aux textes suivants :

- NF EN 81-28 / NF EN 81-70 / NF EN 627 / NF EN 41003/ NF EN 60950
- NFC 15-100 et NFC 14-100 : installations électriques

- Décret du 14 novembre 1988 concernant la sécurité des intervenants sur les installations électriques modifié par le décret n°95-608 du 6 mai 1995

Les prestations « Entretien et maintenance des ascenseurs » ne pourront en aucune façon être inférieures au niveau d'exigence des dispositions telles que définies dans l'arrêté « entretien » du 18 novembre 2004 et le décret n° 2004-964 du 9 septembre 2004.

### 2.2.1 – Exécution des prestations de maintenance préventive des ascenseurs et fréquence minimum des visites

Ces prestations comporteront les frais de main d'œuvre et de déplacements et à minima les contrôles, vérifications, réglage et interventions mentionnés ci-après et décrits en **annexe 4-A « Liste des vérifications périodiques et périodicité à réaliser dans le cadre de la maintenance préventive des ascenseurs »**.

Le titulaire du marché s'engage à assurer la maintenance préventive minimale suivante :

- Examen régulier au minimum une fois tous les 6 semaines de l'état de sécurité des ascenseurs,
- Les réglages nécessaires au bon fonctionnement des systèmes de sécurité,
- La lubrification et le nettoyage de pièces,
- Les vérifications régulières des câbles de traction,
- La vérification au moins annuelle du dispositif d'arrêt d'urgence (parachute),
- L'entretien et la maintenance des dispositifs de transmission d'alarme. Des essais devront être faits trimestriellement pour vérifier la bonne marche de ces dispositifs : La mise en œuvre de la gestion d'un système de téléalarme avec liaison phonique entre les cabines et la centrale de veille du titulaire et entre un intervenant sur le toit de cabine ou en cuvette et la centrale de réception :

Le système doit permettre, soit de maintenir la liaison phonique jusqu'à la libération des personnes bloquées, soit de pouvoir la rétablir à tout moment, à partir de la centrale ou de la cabine, du toit de cabine et de la cuvette.

Obligation d'une présence physique au centre de réception des appels 24h/24 – 7 j/7.

Le matériel prévu doit être à protocole « ouvert » accessible à toute entreprise de maintenance

- L'entretien et la maintenance de tous les équipements d'éclairage normaux ou de sécurité (BAES) liés à l'exploitation des ascenseurs du parcours en terrasse, des SAS, locaux techniques ou machineries, en cabine, gaine et fosses,
- L'entretien et la maintenance de tous les équipements électriques liés aux locaux d'exploitation des ascenseurs y compris la mise en conformité annuelle si nécessaire issue du rapport annuel de vérification réglementaire ou de l'étude de sécurité du prestataire,
- L'entretien et la maintenance de tous les dispositifs d'accès aux équipements et aux locaux techniques et d'exploitation des ascenseurs,
- L'entretien fonctionnel des équipements de sécurité : capots, boîtes à clés, trappes, portes...
- L'instruction au personnel de la CCI du VAR des mesures éventuelles à prendre dans le cadre de la sécurité.
- Le décorrodage et le peinturage des parties métalliques de l'ensemble des installations fixes ou mobiles aussi bien en gaine, en cabine et en machinerie, pour prévenir toute corrosion anormale,
- La remise en état et le remplacement des serrures palières oxydées, et s'il y a lieu, des dispositifs empêchant ou limitant les actes portant atteinte au verrouillage des portes palières,
- L'entretien et le remplacement des plaques d'instructions aussi bien dans les machineries, en cabine et dans les locaux des poulies par des modèles en inox gravés,
- Fourniture de livrets ou documents numérique de maintenance et d'entretien dans lesquels chaque intervention sera notée et contresignée par le client,

En ce qui concerne les visites de maintenance préventive, les fréquences minimums sont les suivantes, ceci outre les dispositions visées dans le complet :

#### **Visites périodiques toutes les 6 semaines**

- Des conditions de fonctionnement et de sécurité des appareils,
- Des dispositifs de sécurité, appareillages de manœuvre et aménagements à la disposition de l'utilisateur, verrouillage et contacts des fermetures des portes palière et cabines, éclairages normaux et de sécurité,

- appel d'alarme en cabine, bouton-poussoir et voyants lumineux de manœuvre en cabine et sur les paliers, de vérification de l'efficacité des dispositifs de réouverture, de précision d'arrêt et de nivelage (paliers), etc.,
- De vérification, nettoyage, graissage des appareils mécaniques conformément aux prescriptions du constructeur (câbles, guides, coulisseaux, poulies, moteurs, etc.),
- Vérification du niveau hydraulique de la cuve hydraulique et d'absence de fuites (en cas de fuites, réparation et nettoyage à effectuer dans les meilleurs délais)
- Des appareillages mécaniques et électromécaniques de contrôle de fonctionnement et de sécurité (contrôleur de surcharge, contrôleur d'étages, régulateur ou limiteur de vitesse, opérateurs automatiques des portes palières et cabines, contacts fixes et mobiles, interrupteurs d'étage et de fin de course, contacteurs, relais, etc.),
- Des câbles souples pendentifs.

### **Visites semestrielles**

- Des câbles et chaînes de traction, de régulateur ou limiteur de vitesse, de compensation, du sélecteur d'étages,
- De nettoyage des locaux et agencements techniques particuliers (machinerie, gaine, cuvette, dessus de cabine et équipements sous cabine),
- Nettoyage et lubrification des pièces.

**NOTA** : Pour les sites difficiles, le rythme du nettoyage des cuvettes sera en fonction de l'état de salissure de celles-ci afin d'éviter tous les risques d'incendie.

### **Visites annuelles**

- De l'état de fonctionnement du parachute, du limiteur de vitesse de la cabine et du contrepoids (lorsqu'il existe), ou de tous autres dispositifs antichute (soupape, réducteur de débit etc...)
- De l'état de conservation de la cuvette et des amortisseurs,
- Le nettoyage de la cuvette, du toit de cabine et du local des machines (propreté, éclairage).

#### **2.2.2 – Exécution des prestations de maintenance corrective étendue spécifique CCI du Var**

Ces prestations comporteront les frais de main d'œuvre et de déplacements et à minima les interventions mentionnés ci-après et décrits en **annexe 4-B « Liste des pièces devant faire l'objet de réparation ou de remplacement dans le cadre de la maintenance corrective des ascenseurs »** sur l'ensemble des ouvrages concernés.

2.2.2.1 - Opérations occasionnelles suivant article 8 de l'arrêté du 18 novembre 2004 relatif à l'entretien des installations d'ascenseurs.

Ces opérations concernent la réparation ou le remplacement - si elles ne peuvent être réparées - des petites pièces listées ci-après, lorsque, dans les conditions normales d'utilisation, elles présentent des signes d'usure excessive ou sont défectueuses des organes suivants :

Cabine : boutons de commande, y compris leur signalisation lumineuse et sonore, paumelles de portes, contacts de porte, ferme-porte automatique de porte battante, coulisseaux de cabine, y compris garnitures, galets de suspension et contact de porte, interface usager d'appel de secours (boutons avec leurs signalisations, haut-parleur), dispositif mécanique de réouverture de porte.

Palier : ferme-porte automatique de porte battante, serrures, contacts de porte, paumelles de porte, galets de suspension, patins de guidage des portes et boutons d'appel y compris voyants lumineux, contrepoids ou ressort de fermeture des portes palières.

Machinerie : balais du moteur et tous fusibles.

Gaine : coulisseaux de contrepoids.

Eclairage : ampoules cabine, machinerie et gaine ainsi que l'éclairage de secours (batteries, piles et accumulateurs).

Les pièces listées ci-dessus seront disponibles localement ou approvisionnables dans un délai maximum de 3 jours ouvrés, à l'exception de pièces très particulières nécessitant une refabrication ou un approvisionnement spécifique.

Les pièces de rechange peuvent provenir du fabricant d'origine comme d'un autre fabricant, leur adaptation éventuelle relève de la responsabilité de l'entreprise chargée de l'entretien.

La vétusté ne peut atteindre les composants d'une installation avant les délais minimum suivants :

- 30 ans pour les organes mécaniques : treuil, poulie, guides, parachutes, etc..
- 20 ans pour les organes électromécaniques : moteur, frein, dispositif de sélection, armoire de commande, serrures, canalisations électriques etc...
- 10 ans pour les organes électroniques

Ces opérations occasionnelles concernent également l'entretien spécifique destiné à supprimer ou atténuer les défauts présentant un danger pour la sécurité des personnes ou portant atteinte au bon fonctionnement de l'appareil qu'aura repérés le contrôle technique obligatoire.

#### 2.2.2.2 - Contrat étendu

Ces prestations concernent la réparation ou le remplacement (si elles ne peuvent être réparées) des pièces listées dans l'annexe 4 « Liste des pièces devant faire l'objet de réparation ou de remplacement dans le cadre de la maintenance corrective des ascenseurs », lorsque, dans les conditions normales d'utilisation, elles présentent des signes d'usure excessive ou sont défectueuses

Les pièces de rechange peuvent provenir du fabricant d'origine comme d'un autre fabricant, leur adaptation éventuelle relève de la responsabilité de l'entreprise chargée de l'entretien.

La vétusté ne peut atteindre les composants d'une installation avant les délais minimum suivants :

- 30 ans pour les organes mécaniques : treuil, poulie, guides, parachutes, etc..
- 20 ans pour les organes électromécaniques : moteur, frein, dispositif de sélection, armoire de commande, serrures, canalisations électriques etc...
- 10 ans pour les organes électroniques

### **2.3 – Prestations d'entretien de la porte automatique de garage du site de Draguignan**

#### Textes et normes applicables :

Les prestations de services faisant l'objet du présent marché doivent être conformes aux réglementations de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP (Etablissements Recevant du Public) définies par des règlements particuliers au type d'établissement concerné, les Immeubles de Grande Hauteur (IGH), le code du travail, les textes législatifs relatifs à ces prestations et les recommandations constructeurs et :

- Arrêté du 21 décembre 1993 relatifs aux portes et portails automatiques sur les lieux de travail
- Circulaire du 14 avril 1995 relative aux lieux de travail
- Arrêté du 12 novembre 1990 relatif à l'entretien des portes de garages des bâtiments d'habitation
- Norme NF EN 13241-1
- Norme NF C 15-100 (installations électriques à basse tension)
- Normes UTE C 18-510, UTE C 18-350 et UTE 18-540, relatives aux obligations en termes d'habilitations électriques

#### **La maintenance comprendra au cours de chacune des visites :**

- Le nettoyage, le graissage et les réglages mécaniques, électriques, électroniques, pneumatiques ou hydrauliques nécessaires au bon fonctionnement des installations dans les conditions normales de sécurité,
- S'il y a lieu, la vidange des parties hydrauliques et la fourniture de l'huile nécessaire,
- Le contrôle de l'état de l'efficacité des éléments liés au bon fonctionnement et à la sécurité,
- La fourniture des produits de lubrification et de nettoyage nécessaires au bon fonctionnement de l'installation,
- Un examen général des dispositifs d'entraînement,
- La fourniture et la tenue du livret d'entretien où sont consignées toutes les interventions réalisées,

- Le réglage général et les essais de l'installation,

#### **La maintenance portera en particulier sur les éléments suivants :**

- Le tablier,
- Les éléments de guidage (rails, galets...),
- Les articulations,
- Les fixations,
- Les éléments de transmission du mouvement,
- Les moto réducteurs ou pompes,
- Les chaînes, câbles ou courroies,
- Les fins de course,
- Les systèmes d'équilibrage,
- Les équipements concourant à la sécurité,
- Les organes de commande,
- Les organes de sécurité des personnes,
- Les cartes électroniques
- Le limiteur d'effort,
- L'armoire de commande, les câbles électriques, la protection électrique
- L'équilibrage (contrepoids, ressorts),
- Le débrayage manuel,
- Les serrures
- La signalisation (visualisation et marquage au sol).
- La propreté de l'ensemble de l'équipement.
- Affichage du process en cas de panne et/ou de coupure électrique (sensibilisation et information du personnel de la CCI du Var concernant l'ouverture manuelle de la porte automatique de garage).

#### **Prestations comprises dans le forfait :**

Le forfait intégrera :

- Les prestations d'entretien et de maintenance préventive - minimum trois visites par an - telles que visées dans l'arrêté du 12 novembre 1990 et les normes techniques associées et leurs mises à jour.

Ces prestations comporteront les frais de main d'œuvre et de déplacements et à minima les contrôles, vérifications, réglage et interventions (graissage, serrage etc...) mentionnés dans les **annexes n°4-C « Liste des interventions de maintenance d'une porte automatique de garage »**.

#### **2.4 – Modalités d'exécution**

L'entretien préventif des installations doit être effectué pendant les jours ouvrés et aux heures ouvrées de la CCI du Var. L'entreprise devra contacter le référent de chaque site concerné pour signaler son arrivée ainsi que son départ avec la restitution d'un compte-rendu oral et la remise de la fiche d'intervention.

Si le Titulaire du marché ne peut remettre en service normal l'appareil, celui-ci doit en informer téléphoniquement et par écrit le Maître d'ouvrage en indiquant les raisons et les causes du dépassement, libre à lui d'accepter ou non les raisons. Toutefois, dans tous les cas de figure et quelle que soit la raison de l'arrêt de l'appareil, la remise en service devra être effectuée dans **un délai maximum de 48 heures**.

L'entreprise devra signaler toute immobilisation d'appareil aux usagers par l'apposition d'une pancarte sur les portes palières, à tous les niveaux, en précisant la date de remise en service normal.

Le Titulaire prendra toutes dispositions en matière de sécurité pour neutraliser les accès dans le cas où un risque d'ouverture des portes palières existerait, y compris les mesures d'information des usagers.

#### **Interventions d'urgence**

En cas d'urgence ou de personne bloquée dans l'ascenseur, le prestataire s'engage à intervenir **sous 1 heure** pour dégager les personnes bloquées en cabine ainsi que le dépannage et la remise en fonctionnement normal de l'ascenseur.

Un affichage par étiquette devra être apposé à chaque palier extérieur à l'ascenseur comprenant les numéros d'urgence de la société à contacter en cas de problème et le numéro d'appareil.

### Sécurité

Le titulaire du marché doit informer sans retard le(s) responsable(s) de l'immeuble ainsi que le responsable technique de toute anomalie importante susceptible d'entraîner des détériorations des installations ou de mettre en cause la sécurité. Cette information devra être faite par téléphone au référent du site et responsable technique et confirmée par courrier recommandé. Bien entendu, toutes les mesures d'urgence seront prises afin d'éviter tout risque d'accident.

L'entreprise prendra aussi toutes les dispositions nécessaires par voie d'affiche, barrière ou tout autre dispositif de sécurité, pour interdire l'accès et l'utilisation de l'appareil au cours de son intervention.

Le titulaire se soumettra aux dispositions du décret 92 décret n°92-158 du 20 février 1992 sur l'intervention des entreprises extérieures et établira le plan de prévention avant toute intervention sur le site.

### Durée d'immobilisation

La durée d'immobilisation nécessitée par les divers travaux d'entretien, réparation ou dépannage devra être aussi réduite que possible et permettre l'observation stricte des règles de sécurité et des règles de l'art.

En cas d'avarie grave ou de réparation de longue durée entraînant l'arrêt prolongé (de plus de vingt-quatre heures) d'un appareil, l'entreprise sera tenue d'aviser la CCI du VAR de la nature, de l'importance des travaux à effectuer et du délai nécessaire à leur exécution. Cet avis sera donné par téléphone dans les moindres délais et confirmé par mail et/ou courrier le jour ouvrable qui suivra.

L'indisponibilité de l'équipement ne devra pas dépasser 48 heures. En cas de dépassement, le titulaire pourra encourir les pénalités prévues au CCAP.

### Cahier d'entretien, fiches d'intervention et listage des interventions

#### Cahier d'entretien

A l'issue de chaque intervention, l'Entreprise ou son représentant sera tenue de la consigner, avec précision, sur un cahier d'entretien du modèle fourni par l'entreprise et agréé par le Maître d'ouvrage. Ce cahier sera déposé à disposition du représentant du maître d'ouvrage. En règle générale, tous les faits importants concernant le fonctionnement de l'appareil y figureront, en particulier :

- La date, l'heure et la consistance des interventions, ainsi que toutes les observations émises au titre de l'entretien,
- La date, l'heure et la consistance des travaux, le remplacement de pièces, la modification de toute nature apportée à l'appareil au titre de l'entretien, la mise en conformité ou la modernisation,
- La date, l'heure, la cause des incidents et la consistance des réparations effectuées au titre du dépannage.

#### Fiche d'intervention

L'ascensoriste est tenu de remplir, à chaque visite, une fiche d'intervention en double exemplaire, qui devra être visée par le client au départ de l'intervenant, attestant ainsi de son passage.

Le second exemplaire sera transmis par voie électronique au Pôle Patrimoine. Les coordonnées seront communiquées au lancement du marché.

Dans le cas d'absence du client, notamment pendant les heures de fermeture des locaux, la fiche d'intervention sera déposée dans sa boîte aux lettres. La régularisation sur le cahier d'entretien interviendra, au plus tard, lors de la visite suivante.

#### Listage des interventions

L'entreprise est tenue annuellement et à la demande du maître d'ouvrage et du pôle Patrimoine, de fournir la liste de toutes les interventions effectuées par période (exemple : trimestrielle) pour chaque installation dont elle a la maintenance.

#### Registre de sécurité ERP

A l'issue de chaque vérification, le technicien titulaire du marché devra se faire présenter le registre de sécurité de l'ERP pour y porter, outre la date, son identité, son visa et le cachet de l'entreprise, le résultat global de la vérification. Le titulaire devra fournir annuellement une attestation de maintenance et de bon fonctionnement de chaque appareil pour l'ensemble des sites.

#### Réunion de lancement de marché

Une réunion de démarrage se tiendra après la notification du marché dans un délai de 1 mois. En particulier lors de cette réunion, le titulaire soumettra à la CCI du Var :

- La forme des plannings
- Les modes opératoires
- Les modèles de rapports
- La liste des agents appelés à intervenir
- Les dispositions particulières et notamment celles en matière de sécurité et de sûreté

#### Bilan annuel

Le titulaire établira chaque année un rapport annuel écrit de l'année contractuelle en cours.

Ce bilan comprendra notamment :

- Le bilan des interventions de maintenance préventive, des interventions de maintenance corrective et des travaux effectués, le nombre de pannes, de temps d'indisponibilité,
- Un diagnostic de l'état des équipements avec les défauts constatés, les éventuels points de non-conformité,
- Les mesures à prendre pour remédier à ces défauts,
- Des conseils et information sur le fonctionnement des équipements.

#### Compte rendu d'activité

Un rendez-vous de concertation technique pourra être convenu en cas de nécessité.

Un rapport annuel sera établi rendant compte de l'activité du prestataire.

#### **2.5 – Vérifications techniques de sécurité**

La CCI du VAR fera procéder chaque année aux vérifications réglementaires des équipements.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire exécuter à tout moment par un organisme de son choix, les expertises qu'il estimerait nécessaires.

En conséquence, le titulaire du marché s'engage à être représenté lors de ces visites.



Le titulaire du marché devra se conformer aux observations de l'organisme de contrôle et procéder à la levée des observations à ses frais.

#### **2.6 – Pièces de rechange**

Le titulaire devra tenir un stock de pièces de rechange disponibles permettant de remplacer tout matériel hors d'usage dans les délais indiqués au présent marché. En conséquence, il ne pourra pas invoquer la contrainte de délais de commande ou de livraison pour justifier l'immobilisation des ascenseurs et de la porte automatique de garage.

#### **2.7 – Prestations non comprises**

Les réparations ou remplacements des pièces ou organes détériorés par malveillance, usage anormal.

#### **2.8 – Calendrier semestriel d'exécution des prestations**

Le titulaire proposera à la CCI du VAR, dans un délai de **quinze jours** à compter de la notification du marché, le calendrier détaillé d'exécution des prestations pour chaque site.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents matériels. Il indique la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de chacun des sites.